

Jour d'épuisement de la viande

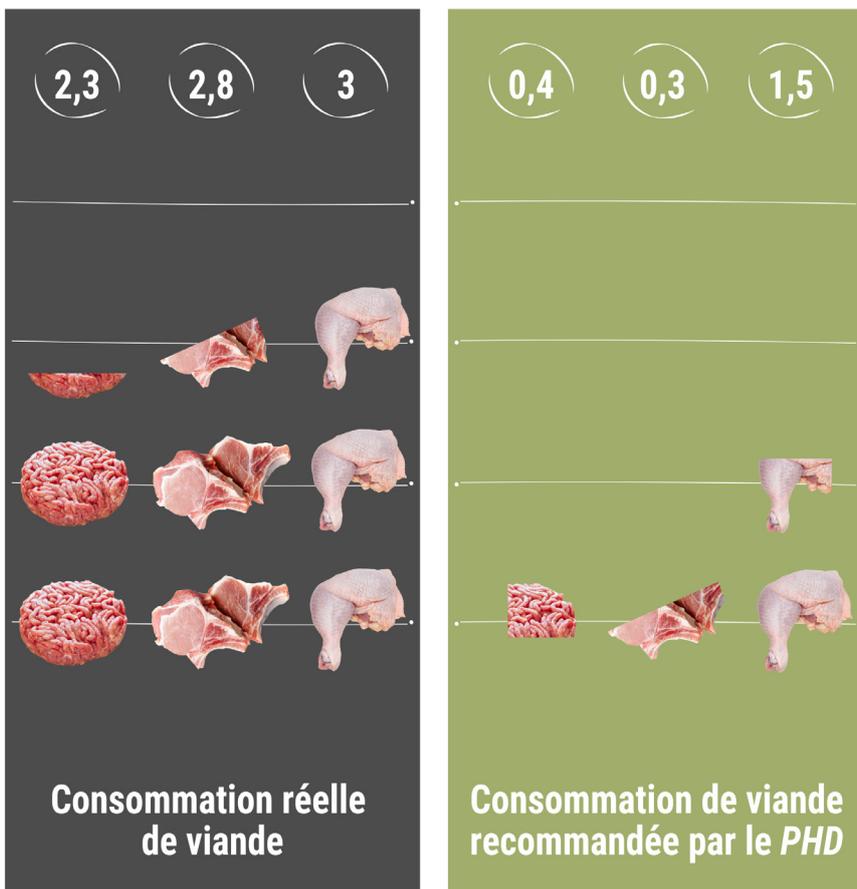
Comment la viande dévore notre planète

Coup de projecteur sur la France pour l'année 2025

Le bien-être animal.
Dans le monde entier.



GRAMMES REPRÉSENTÉS EN PIÈCES DE VIANDE



Consommation réelle de viande en France par personne et par semaine, représentée par des produits emblématiques, comparée aux recommandations du *Planetary Health Diet* (PHD)^a

Ce graphique représente la consommation moyenne réelle de viande en France par personne et par semaine. Celle-ci est illustrée à partir d'aliments emblématiques de la cuisine française : une portion de steak haché pour la viande rouge (bœuf et moutons), une côte de porc pour la viande de porc et une cuisse de poulet pour la viande de volaille. Cette consommation est comparée aux recommandations hebdomadaires du *Planetary Health Diet* sur la consommation de viande rouge (bœuf et moutons), de porc et de volaille.^b

1 steak haché = 120 grammes 1 côte de porc = 150 grammes 1 cuisse de poulet = 140 grammes

URGENCE !

Le 9 avril 2025

la quantité théorique de viande dont nous disposons en France pour l'année est épuisée.

Cette publication fait suite à la **fiche de QUATRE PATTES** publiée en 2024. L'année dernière, le jour d'épuisement de la viande était atteint en France le 6 avril 2024. Pour en savoir plus sur le jour d'épuisement de la viande au niveau global, consultez **notre rapport**.

La France consomme près **de quatre fois la quantité de viande** que peuvent supporter les limites planétaires !

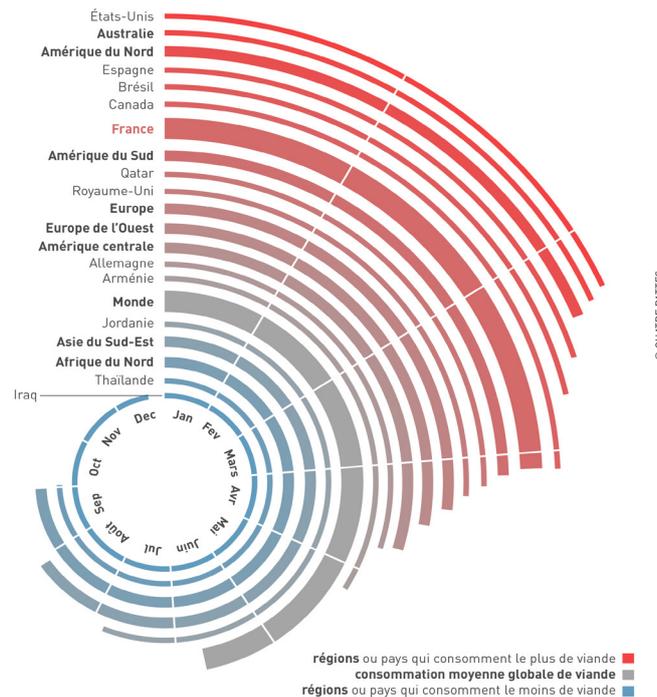
La quantité de viande recommandée par le *Planetary Health Diet* est de **301,8 grammes** par semaine¹.

^a Les données sur la consommation de viande en France sont issues de la synthèse n°424 d'Agreste publié en juin 2024 intitulé « Baisse de la consommation de viande en France en 2023 ». Le poids en équivalent carcasse (kgcc/hab) a ensuite été converti par QUATRE PATTES en poids réellement consommé (retail weight) pour permettre la comparaison entre la consommation réelle de viande par personne et les recommandations nutritionnelles du *Planetary Health Diet*. Le rapport est à retrouver [ici](#).

^b Le *Planetary Health Diet* recommande une consommation de 49 grammes de viande rouge (bœuf et moutons), 49 grammes de viande de porc, et 204 grammes de viande de volaille par semaine.

Le calendrier d'épuisement de la viande :

le jour où la quantité théorique de viande dont nous disposons pour l'année est épuisée



Qu'est-ce que le Jour d'épuisement de la viande ?^c

Le Jour d'épuisement de la viande est le jour où la consommation annuelle maximale recommandée de viande est atteinte dans un pays ou une région donnée, par rapport aux équilibres naturels terrestres (limites planétaires)^d et en tenant compte des exigences pour la santé humaine. Atteindre le jour d'épuisement de la viande signifie que la quantité théorique de viande dont nous disposons pour l'année est déjà épuisée. Il est comparable au **Jour du dépassement de la Terre**, où l'humanité entre dans sa période de « dette écologique » jusqu'à la fin de l'année.

La date est calculée par QUATRE PATTES en comparant la consommation moyenne réelle de viande par personne et par an avec les recommandations du *Planetary Health Diet*, un régime alimentaire de référence proposé par la commission scientifique Eat-Lancet pour nourrir 10 milliards d'individus en 2050, tout en améliorant la santé humaine et en respectant les limites planétaires¹. Les recommandations de la commission EAT-Lancet ont été adoptées par le Danemark, mais aussi par des acteurs privés de la grande distribution comme LIDL Allemagne^{2,3}.

Au niveau global, le jour d'épuisement de la viande aura lieu le 19 juin 2025. Pour rester dans les limites planétaires et préserver la santé humaine, la consommation mondiale de viande devrait être au moins réduite de moitié. Néanmoins, cette consommation est très variable selon les régions du monde (pour des raisons culturelles, sociales ou économiques). Dans les pays du Nord, la consommation de viande devrait être réduite de plus de 70 % !

^c Pour plus de détails sur la méthodologie de calcul, vous pouvez consulter les p. 25-p. 28 du rapport publié en 2023 par QUATRE PATTES **'Meat Exhaustion Report: When meat is eating up the planet'**

^d Les neuf limites planétaires sont les seuils au-delà desquels les équilibres naturels se déstabilisent et les conditions de vie deviennent défavorables à l'humanité.

La consommation de viande en France devrait réduire de **73%** pour respecter les limites planétaires et s'aligner sur les recommandations du ***Planetary Health Diet***¹.

La France a d'ores et déjà atteint son Jour d'épuisement de la viande le 9 avril 2025.

Au premier trimestre de l'année 2025, la France a déjà atteint 100 % de la consommation annuelle de viande recommandée par le *Planetary Health Diet* ! Et d'ici la fin de l'année 2025, la France aura en moyenne consommé près de quatre fois la quantité de viande que peuvent supporter les limites planétaires.

- Un Français consomme en moyenne 1,12 kg de viande par semaine. Cela équivaut à 8 cuisses de poulets par semaine (d'un poids de 140 grammes).
- La quantité totale de viande recommandée par le *Planetary Health Diet* est de 301,8 grammes par semaine, ce qui équivaut à un maximum de 2,2 cuisses de poulet par semaine.

Consommation réelle de viande en France par personne et par semaine (représentée sous la forme de la consommation d'une cuisse de poulet) par rapport à la recommandation PHD

Consommation réelle moyenne de cuisse de poulet par personne



Recommandations du PHD



Ce graphique représente, à partir d'un morceau de cuisse de poulet (140 grammes), la consommation réelle totale de viande par habitant et par semaine en France.





La consommation de viande ne diminue pas en France.

En France, la consommation totale de viande a doublé entre les années 1970 et 2021⁴. Contrairement aux idées reçues, la consommation moyenne de viande par habitant n'a pas diminué au cours des dix dernières années, mais elle a connu une légère hausse d'un peu plus de 2 % entre 2013 et 2022⁴.

La quantité de viande consommée par habitant en France en 2023 équivaut à 58,3 kg, ce qui est presque deux fois supérieur à la moyenne mondiale de 33,7 kg par habitant et par an⁵ !

En plus des quantités, c'est aussi la nature de la viande consommée en France qui a évolué ces dernières années, vers des tendances qui peuvent être considérées comme plus néfastes pour la santé humaine.

- Entre 2009 et 2018, la consommation de morceaux de viandes relativement peu transformés, comme les viandes de boucherie et la volaille entière, ont diminué de 5 % tandis que les quantités totales de viande disponible ont augmenté de 6 % sur la même période⁴.
- La consommation de viande contenue dans les plats préparés et les produits transformés (tels que nuggets, pizzas, cordon bleu, sauce bolognaise, etc.) a sensiblement augmenté, en plus d'une consommation accrue de viande consommée en restauration hors domicile⁴.

Par ailleurs, une substitution s'opère de la consommation de viande rouge et porcine vers la consommation de viande de volailles, et notamment de poulet. En vingt ans, la consommation moyenne réelle de poulet a doublé, passant de 9,1 kg par habitant en 2003 à 17,5 kg par habitant en 2023⁶. Si la viande de volailles bénéficie d'une meilleure image sur le plan de la santé que la viande rouge, sa consommation doit pourtant être réduite pour respecter les limites planétaires et le bien-être de ces animaux élevés majoritairement dans des systèmes intensifs.

Cette consommation de viande est soutenue par des hauts niveaux de production dans les élevages intensifs.

Pour répondre à ces niveaux de consommation, des centaines de millions d'animaux sont abattus chaque année en France.

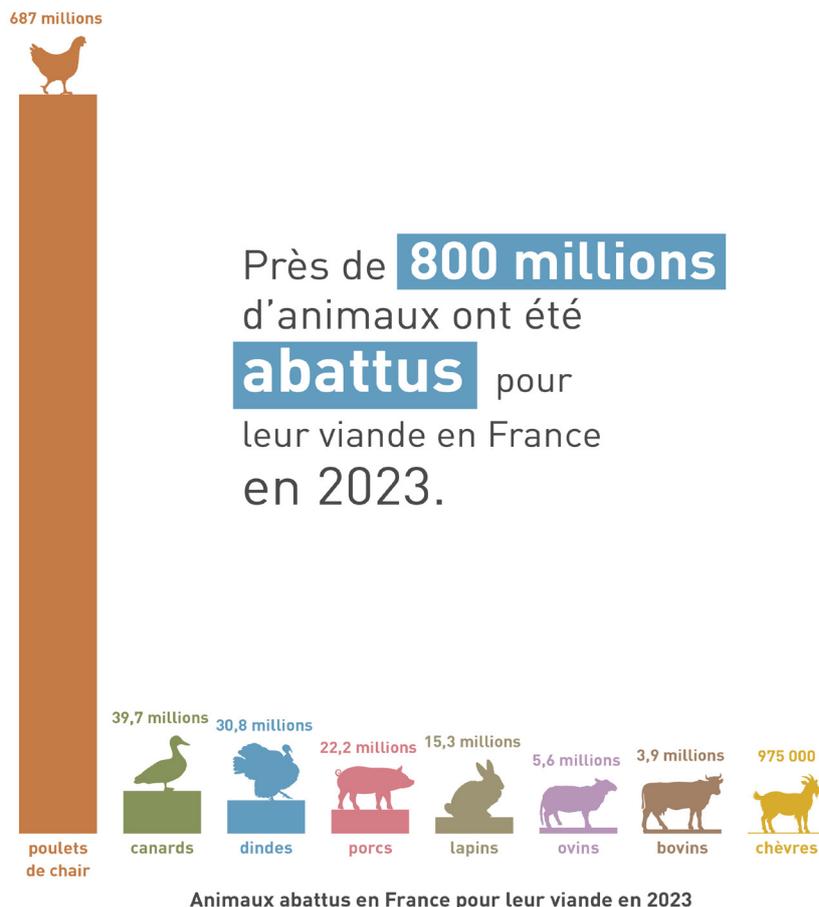
En France, 80 % des animaux sont élevés dans des systèmes d'élevage intensif, dans des bâtiments sans accès à l'extérieur⁹.

En 2023, le nombre d'animaux abattus pour la consommation de viande en France s'élève à environ : 687 millions de poulets de chair, 39,7 millions de canards, 30,8 millions de dindes, 22,2 millions de porcs, 15,3 millions de lapins, 5,6 millions d'ovins, 3,9 millions de bovins et 975 000 chèvres⁷.

L'élevage intensif consiste à élever le plus grand nombre d'animaux possible, en un minimum de temps, dans un minimum d'espace, au moindre coût. Ces systèmes ne peuvent en aucune manière respecter les prérequis du bien-être animal et sont à l'origine de souffrances et maltraitance de masse.

60 % des animaux d'élevage en France sont concentrés dans 3010 « fermes usines », soit seulement 3 % des élevages^{e,8}. Près de 70 % d'entre elles sont regroupées en Bretagne et dans les Pays de la Loire, une hyperspécialisation du territoire qui induit d'importantes pressions environnementales⁸.

Les animaux y sont entassés à fortes densités, voire confinés dans des cages et mutilés pour éviter qu'ils ne s'infligent des blessures en raison du stress et des frustrations. Ces systèmes privilégient en outre une sélection génétique des animaux pour augmenter leur rendement au détriment de leur santé.



^e Pour sa définition de « fermes usines », Greenpeace se base sur la base de données recensant les installations classées pour protection de l'environnement (ICPE), issue de la directive européenne sur les émissions industrielles (IED).

Tant que des animaux seront confinés dans des systèmes intensifs, l'élevage français ne pourra être durable d'un point de vue environnemental et pour la santé humaine.

L'élevage pèse lourd dans la facture climatique. Il est responsable d'une part importante des émissions de gaz à effet de serre (GES) du secteur agricole.

- Le système alimentaire global représente 22 % de l'empreinte carbone française et les produits d'origine animale sont responsables de 61 % de l'empreinte carbone alimentaire¹⁰.
- **L'élevage est à lui seul directement responsable de 59 % des émissions agricoles** (46 Mt éqCO₂), secteur qui représente 18 % des émissions de gaz à effet de serre de la France en 2021 (77 Mt éqCO₂), faisant de l'agriculture le deuxième poste d'émissions nationales. L'élevage bovin est la principale source d'émissions directes de l'élevage (83 %), suivi de l'élevage porcin et de celui de volailles¹⁰.
- Une fois les émissions liées à la production, au transport et à la transformation des aliments pour animaux incluses, le secteur de l'élevage est responsable de 81 à 86 % des émissions de GES de l'agriculture en Europe¹¹.

Outre son impact sur le climat, la production de viande est également une menace majeure pour la santé et les milieux naturels, par la pollution de l'air, de l'eau et des sols.

- 50 % des émissions nationales de nitrate, 90 % des émissions d'ammoniac et 70 % des émissions de protoxyde d'azote sont dues à l'élevage, lorsqu'est pris en compte son impact direct ainsi que les engrais de synthèse utilisés pour produire l'alimentation des animaux¹².
- 25 % de l'exposition alimentaire aux nitrates en France provient de la consommation d'eau potable, contribuant à augmenter le risque de cancer colorectal¹³. La pollution par les nitrates contribue également à la prolifération des algues vertes, à l'origine d'une série d'accidents ayant entraîné la mort d'humains et d'animaux¹⁴.

Enfin, les niveaux élevés de consommation de viande ont d'importants impacts sur la santé humaine.

- La surconsommation de viande et de produits laitiers peut entraîner plusieurs problèmes de santé, tels que le surpoids et l'obésité, des maladies cardiovasculaires, et le diabète de type 2¹⁵. L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a classé les viandes transformées (charcuterie, nuggets, cordon bleu, etc.) comme cancérogènes et la viande rouge comme cancérogène probable pour les humains¹⁶.
- En 2021, **28 100 décès ont résulté d'une consommation excessive de viande rouge** et de produits laitiers, et 57 400 décès étaient associés à une consommation insuffisante d'aliments végétaux en France, ce qui représente 79 % des décès liés à l'alimentation sur cette année¹⁷.

En France, le Programme national nutrition santé (PNNS), qui doit être prochainement révisé, recommande de ne pas dépasser 500 grammes de viande hors volaille par semaine¹⁸. Les recommandations maximales de consommation de viande du PNNS sont encore bien trop élevées, car elles ne prennent pas en compte les enjeux environnementaux, contrairement aux recommandations de nombre de nos voisins européens¹⁹.

La surconsommation de viande menace la souveraineté alimentaire de la France.

Malgré la volonté politique affichée par le gouvernement d'assurer la souveraineté alimentaire de la France, celle-ci est menacée par la surconsommation de viande.

30 % de la viande consommée en France est importée, dont plus de 50 % de la viande de poulet et de la viande ovine^{9,20}. Ces importations, qui se font ainsi au détriment des éleveurs, sont tirées par l'industrie agroalimentaire et la restauration hors domicile.

- Entre 60 et 75 % des poulets distribués dans les circuits industriels et dans la restauration hors foyer sont importés²¹.
- Plus de 50 % de la viande bovine utilisée dans la restauration hors-domicile et 30 % de celle utilisée dans les plats préparés vendus en grande distribution est importée²².

Les productions animales monopolisent une part disproportionnée des terres agricoles et sont largement dépendantes des importations d'intrants, dont le soja et les engrais de synthèse pour produire l'alimentation des animaux.

- **44 % des terres cultivées françaises servent à nourrir les élevages français, ce qui renforce la dépendance aux engrais et aux produits phytosanitaires.** En comptant l'alimentation animale importée, la surface nécessaire aux cultures à destination des élevages français dépasse les 50 % de la surface cultivée totale²³.
- 95 % du soja utilisé pour l'alimentation des élevages français est importé, principalement consommé par les volailles et les bovins laitiers et mixtes²³.

Au contraire, réduire le cheptel d'animaux et les élever à moindre densité selon des modes de production agroécologique, permettrait de libérer des terres arables et de réduire la dépendance aux importations⁹, tout en adoptant des modes de production plus résilients aux chocs climatiques et économiques²⁴.



f Si la France importe des morceaux haut de gamme de viande pour répondre à la demande alimentaire de sa population, en parallèle, les filières françaises du porc et des volailles de chair exportent respectivement 39 % et 25 % de leur production, en partie sous forme de morceaux bas de gammes vers les pays en développement²⁵.

g Réduire le troupeau de bovins de 30 % à 50 % permettrait de libérer 3 à 5 millions d'hectares de terres arables. Bien davantage de terres pourraient être réorientées vers l'alimentation humaine en réduisant également les cheptels de porcs et de volailles²⁶.

Il est urgent de changer de trajectoire.

Les régimes alimentaires doivent évoluer vers une réduction des produits d'origine animale pour être sains, durables et limiter les externalités négatives de l'élevage. Or, selon l'Institut de l'Économie pour le Climat (I4CE), compte tenu des tendances actuelles de consommation de viande en France, aucun des objectifs climatiques n'est susceptible d'être atteint d'ici 2050^{h,4}.

Les freins à cette évolution sont à rechercher dans l'ensemble du système alimentaire. Celui-ci fournit d'immenses quantités de viande bon marché, en s'appuyant notamment sur une production bas de gamme dans les élevages intensifs²⁷. Or, l'ensemble des coûts cachés de ce système est plus important que la valeur produite pour la société^{28,29,30}. **En France, 19 milliards d'euros ont été dépensés en 2021 pour compenser les impacts négatifs du système alimentaire.** En parallèle, 48,3 milliards d'euros ont été mis sur la table pour soutenir le système alimentaire, dont 80 % pour entretenir le modèle actuel³¹.

Le gouvernement ne devrait pas ignorer le levier qu'est la réduction de la consommation de viande pour améliorer la souveraineté alimentaire, préserver la santé publique, et assurer un plus grand respect de l'environnement et du bien-être animal. QUATRE PATTES considère qu'il est nécessaire d'articuler la transition de l'élevage intensif à l'évolution des régimes alimentaires, vers moins de viande, mais de meilleure qualité, et respectueuse du bien-être animal.

Ces transformations sont attendues par la société civile. **79 % des Français seraient prêts à réduire leur consommation de viande si cela permettait d'acheter moins de viande mais de meilleure qualité qui rémunère mieux les éleveurs et 77 % si cela permettait de réduire les importations de viande³² !**



^h L'I4CE indique que presque tous les scénarios de transition visant la neutralité carbone incluent des cibles de réduction de la consommation individuelle de viande, allant d'au moins 20 % pour la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) jusqu'à 70 % (scénario ADEME 1) d'ici 2050, mais que la trajectoire de consommation de viande ne permettra pas en l'état actuel d'atteindre ces objectifs.

Les recommandations de QUATRE PATTES

- Proposer une vision cohérente de l'assiette saine et durable et de l'élevage de demain, incluant la sortie de l'élevage intensif. Il est pour cela nécessaire d'orienter les subventions publiques vers les productions végétales et les systèmes agroécologiques et plus respectueux du bien-être animal, ainsi que d'accompagner les éleveurs en leur donnant accès aux ressources (financières et de formation) nécessaires à la transition.
- Planifier la transition en fixant des objectifs clairs tout au long de la chaîne alimentaire pour réduire la production et la consommation de viande et de produits laitiers, conformément aux recommandations de la commission EAT Lancet (avec indicateurs et suivi). Pour cela, la Stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat (SNANC) doit prévoir un objectif d'évolution des régimes alimentaires vers une moindre consommation de viandes, y compris de volailles, assorti d'une feuille de route comportant les différentes mesures pour atteindre les transformations envisagées.
- Faire évoluer les actions et les recommandations du PNNS pour intégrer les enjeux environnementaux³³.
- Diversifier les sources de protéines dans les marchés publics et proposer au moins une option végétarienne quotidienne ou deux repas végétariens par semaine en restauration collective. Ceci permettrait de dégager des marges pour privilégier des produits locaux ou d'origine France, de meilleures qualités nutritionnelles, issus de l'agroécologie et plus respectueux du bien-être animal. Les cantines qui préparent le plus de menus végétariens sont en effet celles qui proposent le plus d'aliments biologiques et de viande locale³⁴.
- Programmer des mesures contraignantes pour améliorer l'environnement alimentaire³⁵ et les offres publicitaires et marketing dans tous les maillons du secteur alimentaire, par exemple en mettant en valeur dans les rayons et en proposant des offres promotionnelles pour les produits plus respectueux du bien-être animal et les alternatives végétales de qualité. Nous recommandons également d'augmenter l'offre de plats préparés contenant moins et mieux de viande en grande distribution et restauration hors domicile.
- Imposer la transparence sur les marges des industries agroalimentaires et des distributeurs. Ceci permettrait de veiller à une meilleure rémunération des agriculteurs et à un partage plus équitable de la valeur sur la chaîne alimentaire. Cela éviterait également les surmarges sur les produits labellisés, contribuant à les rendre plus accessibles pour les consommateurs.
- Limiter les importations et rendre transparente l'origine de la viande dans les produits préparés, en indiquant clairement l'origine de l'ensemble des viandes dans la restauration hors domicile. Nous considérons que les accords de libre-échange ne devraient être adoptés que si des mesures imposent réciproquement les mêmes normes sanitaires, sociales, environnementales et de bien-être animal sur les biens échangés entre eux (clause miroir).
- À l'échelle individuelle, réduire sa consommation de produits d'origine animale, en particulier de viande issue d'élevage intensif ainsi que remplacer les aliments d'origine animale par des légumineuses et d'autres alternatives végétales. Les consommateurs peuvent également raffiner leur choix pour se tourner vers des produits plus respectueux du bien-être des animaux.

Références

- 1 Ministry of Food, Agriculture and Fisheries. 1 Willett W, Rockström J, Loken B, Springmann M, Lang T, Vermeulen S, Garnett T, Tilman D, DeClerck F, Wood A, et al. Food in the Anthropocene: the EAT-Lancet Commission on healthy diets from sustainable food systems. *Lancet* (London, England). 2019;393(10170):447–492. doi:10.1016/S0140-6736(18)31788-4
- 2 Ministry of Food, Agriculture and Fisheries. Official Dietary Guideline - food for health and climate. Glostrup: The Danish Veterinary and Food Administration; 2021. https://altomkost.dk/fileadmin/user_upload/altomkost.dk/Publikationsdatabase/De_officielle_Kostraad_2021_og_Kostraadscirkel/Danish_Official_Dietary_Guidelines_Good_for_Health_and_climate_2021_SCREEN_ENG.pdf
- 3 Bewusste Ernährung - Lidl Deutschland. [accessed 2023 Apr 4]. <https://unternehmen.lidl.de/verantwortung/gutfuer-die-menschen/gesundheit-foerdern/handlungsfelder/bewusste-ernaehrung>
- 4 Rogissart L. Réduction de la consommation de viande : des politiques publiques bien loin des objectifs de durabilité. Paris: Institute for Climate Economics (I4CE); 2023. <https://www.i4ce.org/publication/reduction-consommation-viande-politiques-publiques-bien-loin-objectifs-durabilite-climat/>
- 5 FAO. FAOSTAT Food Balances (2010-). [accessed 2024 Mar 13]. <https://www.fao.org/faostat/en/#data/FBS>
- 6 Agreste. Baisse de la consommation de viande en France en 2023. Paris: République Française; Juin 2024. Report No.: 424. consyn424202406-ConsoViande_V2.pdf
- 7 Agreste. Chiffres et Données: Statistique agricole annuelle 2023. Chiffres Définitifs. Paris: République Française; Novembre 2024. Report No.: 16. cd2024-16_saa2023-definitive.pdf
- 8 Fermes-usines : votre région est-elle concernée? Greenpeace France. 2024 [accessed 2024 Mar 27]. <https://www.greenpeace.fr/carte-fermes-usines-france/>
- 9 L214. Dossier: Les Chiffres-Clés De La Souffrance Animale. L214. 2021 Jan 14 [accessed 2024 Apr 1]. <https://www.l214.com/animaux/statistiques-pourcentage-elevage-intensif-viande-lait-oeufs/>
- 10 Accélérer la Transition Climatique avec un Système Alimentaire Bas Carbone, Résilient et Juste. Haut Conseil pour le Climat (HCC); 2024. https://www.hautconseilclimat.fr/wp-content/uploads/2024/01/2024_HCC_Alimentation_Agriculture_25_01_webc_vdef_c.pdf
- 11 European Commission: Directorate-General for Agriculture and Rural Development, Peyraud, J. and MacLeod, M., Future of EU livestock – How to contribute to a sustainable agricultural sector ? – Final report, Publications Office, 2020, <https://data.europa.eu/doi/10.2762/3440>.
- 12 Les flux d'azote liés aux élevages. Réduire les pertes, rétablir les équilibres. INRA : Rapport d'expertise réalisé à la demande des ministères en charge de l'Agriculture et de l'Ecologie. 2012. Les flux d'azote liés aux élevages : Réduire les pertes, rétablir les équilibres
- 13 Réduire l'exposition aux nitrites et aux nitrates dans l'alimentation. Anses - Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail. 2022 Jul 12 [accessed 2024 Mar 27]. <https://www.anses.fr/fr/content/r%C3%A9duire-l%E2%80%99exposition-aux-nitrites-et-aux-nitrates-dans-l%E2%80%99alimentation>

- 14 Reporterre. Algues vertes en Bretagne: 4 points pour comprendre le problème. Reporterre, le média de l'écologie - Indépendant et en accès libre. [accessed 2024 Mar 27]. <https://reporterre.net/Algues-vertes-en-Bretagne-4-points-pour-comprendre-le-probleme>
- 15 Walker P, Rhubart-Berg P, McKenzie S, Kelling K, Lawrence RS. Public health implications of meat production and consumption. *Public Health Nutrition*. 2005 [accessed 2023 Mar 22];8(4):348–356. https://www.cambridge.org/core/product/identifier/S1368980005000492/type/journal_article. doi:10.1079/PHN200572
- 16 Quels sont les bénéfices et les limites d'une diminution de la consommation de viande? INRAE Institutionnel. 2019 Jan 11 [accessed 2024 Mar 28]. <https://www.inrae.fr/actualites/quels-sont-benefices-limites-dune-diminution-consommation-viande>
- 17 Lancet countdown on health and climate change. Data sheet 2024 for France. The Lancet: www.lancetcountdown.org France 202418
- 18 République Française; Santé publique France. Réduire la viande : porc, bœuf, veau, mouton, agneau, abats. Manger Bouger. [accessed 2024 Mar 28]. <https://www.mangerbouger.fr/l-essentiel/les-recommandations-sur-l-alimentation-l-activite-physique-et-la-sedentarite/reduire/reduire-la-viande-porc-bœuf-veau-mouton-agneau-abats>
- 19 Cocking C, Walton J, Kehoe L, Cashman KD, Flynn A. The role of meat in the European diet: current state of knowledge on dietary recommendations, intakes and contribution to energy and nutrient intakes and status. *Nutrition Research Reviews*. 2020 [accessed 2024 Apr 3];33(2):181–189. https://www.cambridge.org/core/product/identifier/S0954422419000295/type/journal_article. doi:10.1017/S0954422419000295
- 20 Agreste. La consommation de viandes en France en 2022 Paris: République Française; Juillet 2023. Report No.: 412 SYN-VIA-Conso viande Fce2022.pdf
- 21 Sénat. Compétitivité de la ferme France. Rapport d'information n° 905 (2021-2022), 28 septembre 2022 : Compétitivité de la ferme France - Sénat
- 22 Élevage bovin: comment sortir de l'impasse ? Fondation Pour La Nature Et L'Homme; 2023
- 23 Elevage intensif & souveraineté : les limites du produire plus. Réseau Action Climat; 2025 rapport_elevage-intensif-souverainete.pdf
- 24 Résilience de l'agroécologie face aux crises économiques et climatiques. Réseau Action Climat; CIVAM; 2023.
- 25 Les coulisses de l'élevage d'exportation bas de gamme : analyse des filières du porc, lait et poulet de chair. Le Réseau Action Climat, Oxfam France et Greenpeace France; 2022. <https://reseauactionclimat.org/wp-content/uploads/2022/10/rapportrac-elevageexportationvf.pdf>
- 26 Les prairies et l'élevage des ruminants au cœur de la transition agricole et alimentaire. La Fabrique écologique; 2022.
- 27 Clark B, Wilson TD. The Capitalist Commodification of Animals: A Brief Introduction. In: Clark B, Diana Wilson T, editors. *The Capitalist Commodification of Animals*. Vol. 35. Emerald Publishing Limited; 2020. p. 1–5. (Research in Political Economy). <https://www.emerald.com/insight/content/doi/10.1108/s0161-723020200000035001/full/html>

- 28 Benton TG, Bieg C, Harwatt H, Pudasaini R, Wellesley L. Food system impacts on biodiversity loss. :75.
- 29 Funke F, Mattauch L, Bijgaart I, Godfray C, Hepburn C, Klenert D, Springmann M, Treich N. Is Meat Too Cheap? Towards Optimal Meat Taxation. SSRN Electronic Journal. 2021 Jan 1. doi:10.2139/ssrn.3801702
- 30 Ruggeri Laderchi, C., Lotze-Campen, H., DeClerck, F., Bodirsky, B.L., Collignon, Q., Crawford, M.S., Dietz, S., Fesenfeld, L., Hunecke, C., Leip, D., Lord, S., Lowder, S., Nagenborg, S., Pilditch, T., Popp, A., Wedl, I., Branca, F., Fan, S., Fanzo, J., Ghosh, J., Harriss White, B., Ishii, N., Kyte, R., Mathai, W., Chomba, S., Nordhagen, S., Nugent, R., Swinnen, J., Torero, M., Laborde Debouquet, D., Karfakis, P., Voegele, J., Sethi, G., Winters, P., Edenhofer, O., Kanbur, R., & Songwe, V. The Economics of the Food System Transformatio. Food System Economics Commission (FSEC), Global Policy Report.; 2024. <https://foodsystemeconomics.org/wp-content/uploads/FSEC-GlobalPolicyReport-February2024.pdf>
- 31 L'injuste prix de notre alimentation. Quels coûts pour la société et la planète ? Le Secours Catholique, le réseau Civam, Solidarité Paysans et la Fédération Française des Diabétiques ; 2024. RAP-CoutCache2024BD.pdf
- 32 Baromètre sur la consommation de viande des Français en 2025 : quelles nouvelles tendances ? Harris Interactive pour le Réseau Action Climat; 18 mars 2025
- 33 Comment Concilier Nutrition et Climat? Réseau Action Climat; Société Française de Nutrition (SFN); 2024. <https://sf-nutrition.fr/comment-concilier-nutrition-et-climat/>
- 34 Observatoire de la restauration collective bio et durable. Un plus Bio ; 2020 Résultats 2020 OBSERVATOIRE. <https://www.unplusbio.org/wp-content/uploads/2020/11/R%C3%A9sultats-2020-OBSERVATOIRE.pdf>
- 35 Brocard C, Saujot M. Environnement, inégalités, santé: quelle stratégie pour les politiques alimentaires françaises? Institut du Développement Durable et des Relations Internationales (DDRI); 2022. https://www.iddri.org/sites/default/files/PDF/Publications/Catalogue%20iddri/Etude/202304-ST0123-SNANC_1.pdf